

Malaise à Bercy

La journée de grève et de mobilisation du 22 mars montre un fait incontestable. Le malaise est immense dans les ministères de Bercy et les établissements économiques et financiers semi-publics. Avec 35 % de grévistes soit plus du triple que le chiffre moyen de la fonction publique, cette mobilisation extrêmement remarquable montre à quel point la situation est critique.

La fédération des finances CGT tire la sonnette d'alarme. Depuis des mois nous souhaitons entamer un dialogue et des négociations avec nos deux ministres messieurs Le Maire et Darmanin qui s'y refusent obstinément. Ils préfèrent la voie de la brutalité et mènent une véritable politique de terre brûlée.

Remise en cause de missions de service public, destructions d'emplois publics, casse des droits et garanties des personnels et préparation d'un plan social qu'ils souhaitent imposer dans les semaines à venir.

Les missions assignées aux agents et salariés des finances ne sont pas anodines. Cotations des entreprises, protection du consommateur, financement de l'économie, mise à disposition d'une statistique indépendante, contrôle de la dépense publique, lutte contre les trafics, préservation de l'environnement, aide au développement, lutte contre la fraude fiscale, le blanchiment et le terrorisme...

Les salariés des finances se lèvent chaque matin pour assurer ces missions essentielles à notre société. Pourtant aujourd'hui avec plus de 40 000 suppressions de postes à Bercy durant ces quinze dernières années, le malaise, le mal-être sont de mise. Bercy est au bord de la crise de nerf.

Les missions ne peuvent plus être assurées, les agents souffrent, ils sont maltraités mais pas résignés.

Ce 22 mars n'est qu'un coup de semonce. Il faut urgemment que le gouvernement accepte la discussion et la négociation avec les représentants des personnels et arrête de s'enfermer dans un comportement grégaire et brutal qui ne nous laisse d'autre choix que l'affrontement.

22
MARS
2018